



# L'Unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ile-et-Vilaine - N° 155 - JUILLET 2003 - 0,76 euro



## LE BUREAU FÉDÉRAL

**Frédéric BOURCIER**  
Premier Secrétaire Fédéral



Premier Secrétaire Fédéral Adjoint  
chargé des Relations  
avec le Mouvement social  
et de la Communication externe  
**Cyrille MOREL**



1<sup>re</sup> Secrétaire Fédérale Adjointe  
chargée de L'Unité 35  
et de la Communication interne  
**Emeline DESCHAMPS \***



Premier Secrétaire Fédéral Adjoint  
chargé de la Trésorerie  
et de l'Organisation  
**Benoît LERAY**



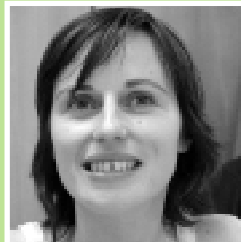
Premier Secrétaire Fédéral Adjoint  
chargé de la Coordination  
et de l'Animation politique  
**Emmanuel COUËT**



Secrétaire Fédérale  
chargée du Développement du Parti  
**Gaëlle ANDRO \***



Secrétaire Fédérale  
chargée des Femmes  
**Marie-Anne CHAPDELAINE \***



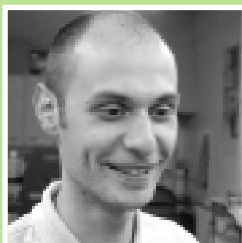
Secrétaire Fédérale  
chargée des Questions de Société  
**Katell FAVENNEC**



Secrétaire Fédéral  
chargé des Entreprises - Emploi -  
Insertion - Formation professionnelle  
**Patrick LEBORGNE**



Secrétaire Fédérale  
chargée des Questions européennes  
et des Relations internationales  
**Brigitte MARÉCHAL**



Secrétaire Fédéral  
chargé de la Formation  
**Frédéric MATHIEU \***



Secrétaire Fédéral  
chargé des Relations politiques  
extérieures  
**Pierre SOUBESTRE**



Secrétaire Fédéral  
chargé des Elections  
**Alain YVERGNIAUX \***

**\* : nouveaux membres du Bureau Fédéral**

Editorial *page 2*  
Organismes de direction fédérale *pages 2 et 3*  
Mouvement Social  
Pour un nouvel Internationalisme *page 4*  
Un encart de 4 pages intitulé  
«Retraites : Un autre choix» est inséré entre les  
pages 2 et 3 de l'Unité 35 n° 155.

Membre invité  
Premier Secrétaire Fédéral  
honoraire  
**Jean-Claude du CHALARD**



Membre invité  
au titre  
de la Motion D  
**Franck PICHOT**



# S'opposer et proposer

Après un peu plus d'un an d'exercice, ce gouvernement a eu le temps de s'installer. Ses erreurs initiales annoncent des années terribles pour les Français.

**Sur le plan économique** les annonces répétées de Monsieur Raffarin d'une prochaine reprise de la croissance traduisent un échec patent. Le pari d'une relance par la baisse de l'impôt a prouvé une nouvelle fois aux idéologues libéraux que si l'on ne stimule pas la demande simultanément, on court à l'échec : malgré des taux d'intérêts aux plus bas, l'investissement chute et les baisses d'impôts n'ont pas favorisé la consommation puisque seuls les plus favorisés en ont profité. L'économie française détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée et les allègements de cotisations ne servent qu'à creuser le déficit. Pour la première fois depuis 10 ans, l'emploi salarié va diminuer cette année ; 60 000 emplois vont ainsi disparaître. Le chômage reprend massivement, le déficit public se creuse irrémédiablement, les conséquences budgétaires sont dramatiques sur les budgets d'avenir (éducation, recherche, culture) : telle est la triste réalité économique qu'imposent les choix de la droite à notre pays.

**Sur le plan social** les réformes sont loin de rassurer et de préparer l'avenir. Ce gouvernement, délaissant le dialogue social, joue systématiquement le pourrissement et la lassitude. Il impose et ne négocie pas. La réforme sur les retraites est injuste socialement, incohérente économiquement. Nous allons avoir le triste privilège en Europe d'être le seul pays où la réforme ne traduit pas un consensus politique et social. Seuls les salariés supporteront la réforme. L'utilisation d'un seul paramètre le démontre : l'allongement de la durée des cotisations (dans le secteur public comme dans le privé). Il provoquera un abaissement du niveau des pensions, dès lors que de nombreux salariés, et notamment les femmes, ne pourront avoir l'ensemble des annuités requises pour un départ à taux plein : n'oublions pas que le taux d'activité des 54-64 ans est aujourd'hui de 33 % et qu'un salarié sur deux accède à la retraite en situation de non-emploi. De

plus, chacun sait qu'il faut dès à présent des ressources nouvelles pour pérenniser et garantir les régimes de répartition. Le plan gouvernemental parie en effet sur un chômage à 4,5%, là où l'abandon de toute politique de l'emploi nous fait monter ce taux dès cette année vers les 10%. La droite prépare donc une régression sociale sans précédent (cf: le 4 pages inséré dans ce numéro). Cette régression en annonce d'autres.

**Sur le plan politique**, il paraît loin le temps où Monsieur Raffarin déclarait sans rire *souhaiter ne pas faire de la division un principe gouvernemental et ne pas opposer les Français entre eux*. Depuis, le gouvernement ne cesse, sur chaque sujet, de prendre l'exact contre-pied de cet engagement. Il a divisé les organisations syndicales entre elles. Par son refus de la négociation, il a attisé les conflits en opposant les Français entre eux : parents contre enseignants, privé contre public, usagers contre fonctionnaires, salariés contre inactifs, et encore récemment, festivaliers contre intermittents du spectacle. Depuis un an, il ne s'adresse qu'à son camp, qu'à sa majorité, qu'à son parti, ignorant l'opposition, quand il ne l'insulte pas par l'intermédiaire du Premier ministre lui-même. Il a même bâti un mode de scrutin sur mesure et il a fallu l'intervention du Conseil Constitutionnel pour l'en empêcher. Le masque est tombé : c'est une droite dure qui est au pouvoir. Elle n'offre que des lendemains sombres à nos concitoyens. Sa politique sera rejetée.

**Ce triple échec annoncé du gouvernement** impose à la gauche d'incarner une alternative. Pour cela, elle doit tirer toutes les leçons des votes de 2002. Son premier défi est le rassemblement face à l'Ump. Son second est d'être en capacité d'écoute et de dialogue avec les Français. Son troisième est de construire un projet politique. Après son congrès de Dijon, le Parti Socialiste est prêt à jouer le rôle que les Français veulent lui voir jouer : s'opposer aujourd'hui et proposer pour demain.

Frédéric BOURCIER,  
Premier Secrétaire Fédéral

## Membres titulaires du CONSEIL FÉDÉRAL :

**MOTION A : Membres élus au titre de la motion au Congrès fédéral de Chantepie :** Gaëlle ANDRO, Nathalie APPERE, Jean-Michel BOUCHERON, Frédéric BOURCIER, Lénéac BRIERO, Loig CHESNAIS-GIRARD, Emmanuel COUET, Emilienne DANTON, Jean-Claude du CHALARD, Katell FAVENNEC, Rozenn GEFROY, Jeannine HUON, Benoît LERAY, Brigitte MARECHAL, Jean-René MARSAC, Sylvie ROBERT, Marcel ROGEMONT, Alain YVERGNIAUX.

**Membres élus au sein du collège des secrétaires de section :** Christian ANNEIX (section de Cesson), Yannick BIGOT (section de St-Gilles), Jean-Yves GEFROY (section de Plélan-Bréal), Jean-Claude HARDY (section de Betton), Jean-Guy PAVIOT (section de Fougères), Laurence PENVERN (section de Cancale), Jean-François PICAUT (section Rennes Sud-Est), Pierre SOUBESTRE (section Rennes Nord-Est), Marin TIREAU (section de Vitré).

**MOTION C : Membres élus au titre de la motion au Congrès fédéral de Chantepie :** Emeline DESCHAMPS, Didier LE BOUGEANT, Emilie MASCRET, Frédéric MATHIEU.

**Membres élus au sein du collège des secrétaires de section :** Henri GALLAIS (section de Noyal-sur-Vilaine), Rodolphe LLAVORI (section Rennes Sud-Ouest).

**MOTION E : Membres élus au titre de la motion au Congrès fédéral de Chantepie :** Marie-Anne CHAPDELAIN, Laurence DUFFAUD, Patrick LEBORGNE, Roger MASSON, Marie-Françoise PICARD, Pascale SAGRANGE, Eric TALBOURDET, Isabelle THOMAS.

**Membres élus au sein du collège des secrétaires de section :** Daniel GARNIER (section de Pacé), Cyrille MOREL (section de Rennes Villejean), Dany ROY (section de St-Malo), Clément VALET (section de Combourg).

**Membre invité au titre de la motion D :** Franck PICHOT.

## Membres suppléants du CONSEIL FÉDÉRAL

**MOTION A :** Fabrice AUTRIQUE, Michel BIHAN, Yvonne BOSSARD, Jean-Luc BRETONNET, Elisabeth BUREL, Sébastien CADIEU, Françoise CARDIN, Jean-Luc CHENUT, Jean-Claude CHOTARD, Marine CLABE, Rémi COUDRON, Daniel DELAVEAU, François DURAND, Anne GENETET, Philippe HERY, Guy JOUHIER, Laurent LANGLAIS, Eric LE FAOU, Sylvie LE FRANC, Maurice LELIEVRE, Michèle LETRANCHANT, Vincent MAHO-DUHAMEL, Pierrick MASSIOT, Thierry MASSON, Jean NORMAND, Pierre-Yves OLLIVIER, François PELARD, Marie-France PELLIARD, Amédée PIROMALLI, Albert PLESTAN, Olivier POULAIN, Yves PREAULT, Monique PUSSAT-MARSAC, Fanja RAZAFINDRAMANANA-DEAN, Yasmine SAMMOUR, Juliette SOULABAILLE, Stephen SZAWROWSKI, Clotilde TASCAN-MENNETRIER, Maria VADILLO, Rachel VAILLOT, Françoise YAMACHUI.

**MOTION C :** Didier DUFOUR, Gwenaëlle HAMON, Christine PIROT, Stéphanie POPPE

**MOTION E :** Vincent BAUDOUIN, Sylvaine BESNIER, René BIGER, Michèle CATTANIA, Jean-Yves GERARD, Conchita PLANÇON.

### BUREAU FÉDÉRAL DES ADHÉSIONS :

#### Motion A :

François ANDRÉ,  
Annick BOISGONTIER,  
Pierre LABORDERIE,  
Bernard LORIG

#### Motion C :

Michel MIGNON

#### Motion E :

Guy POTIN,  
Gilbert TERNIL

### COMMISSION FÉDÉRALE DE CONTRÔLE FINANCIER :

#### Motion A :

Gérard GRATCH,  
Claude MICHEL,  
Olivier ORTIS,  
Michel RADOUL

#### Motion C :

Didier DUFOUR

#### Motion E :

Denise CARON,  
Jean-René LEBRET

### COMMISSION FÉDÉRALE DES CONFLITS :

#### Motion A :

Hubert CHARDONNET,  
Jacques DAVIAU,  
Sébastien SÉMERIL,  
Claude TOXÉ

#### Motion C :

François RICHOU

#### Motion E :

Daniel CHÉTAN,  
Marie-France KERLAN

### REPRÉSENTANTS DE LA FÉDÉRATION À L'UNION RÉGIONALE (BREIS) :

**Membre de Droit :**  
Frédéric BOURCIER

#### Motion A :

Jean-Michel BOUCHERON,  
Pierrick MASSIOT,  
Sylvie ROBERT

#### Motion C :

Henri GALLAIS

#### Motion E :

Olivier DEHAESE

## RÉSULTATS DES VOTES INTERVENUS AU SEIN DE LA FÉDÉRATION DANS LE CADRE DU CONGRÈS DE DIJON :

**Vote sur les Motions :** 80,30 % des militants d'Ille-et-Vilaine ont participé au scrutin.

Motion A présentée par François HOLLANDE : 55,33%  
Motion B présentée par Franck PUPUNAT : 0,63%  
Motion C présentée par Arnaud MONTEBOURG : 14,59%

Motion D présentée par Marc DOLEZ : 3,05%  
Motion E présentée par Henri EMMANUELLI : 26,40%

**Vote sur l'élection du Premier Secrétaire National du PS :**  
72,78 % des militants d'Ille-et-Vilaine ont participé au scrutin.  
**François HOLLANDE** a recueilli 80,47% des suffrages des socialistes du département.

**Vote sur l'élection du Premier Secrétaire Fédéral d'Ille-et-Vilaine :**  
72,78 % des militants ont participé au scrutin.  
**Frédéric BOURCIER** (motion A) a obtenu 69,75%,  
**Cyrille MOREL** (motion E) 30,25%

FÊTE DE LA ROSE  
DIMANCHE 28 SEPTEMBRE

PARC  
DES GAYEULLES  
DE RENNES

DATE À RETENIR SAMEDI 18 OCTOBRE

CONVIVIALITÉ ET POLITIQUE  
avec Marcel ROGEMONT  
«LA BIARDAIS» MORDELLES

## INSCRIPTION AUX COMMISSIONS FÉDÉRALES THÉMATIQUES :

Des commissions fédérales ouvertes aux militant(e)s intéressé(e)s à y participer vont être mises en place à la rentrée de septembre.

Il s'agit des thèmes de travail des secrétariats nationaux et fédéraux : Agriculture - Développement durable ; Communication ; Culture - Médias ; Développement du Parti ; Droits de l'Homme ; Economie ; Education - Recherche ; Entreprises - Emploi - Insertion - Formation professionnelle ; Femmes ; Formation PS ; Justice - Sécurité ; Mondialisation ; Mouvement social ; Observatoire de la laïcité ; Protection sociale et Solidarité ; Questions de société ; Questions européennes - Relations internationales ; Santé ; Vie associative.

Si tu es intéressé(e) par tel ou tel thème, merci d'adresser ce coupon à la Fédération (45 bis bd de la Liberté - 35000 Rennes ou par mail à fede35@parti-socialiste.fr) :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

adresse : \_\_\_\_\_

email : \_\_\_\_\_

s'inscrit à la (aux) commission(s) suivante(s) : \_\_\_\_\_





Au nom de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine, Cyrille Morel a exprimé le soutien des socialistes pour la libération de José Bové, lors de la manifestation organisée par la Confédération Paysanne le 24 juin devant la préfecture de Région.

## Mouvement Social

Ce printemps fut marqué par la défense collective des retraites, d'un enseignement de qualité et la lutte contre la casse de l'Education Nationale. Les militants socialistes ont non seulement été présents, mais aussi actifs dans ces mouvements. Faut-il en parler au passé ? Je ne le crois pas. Bien au contraire, les organisations syndicales nous donnent rendez-vous en septembre : avec notamment la destruction annoncée de l'assurance maladie programmée pour juin 2004, car il s'agit du nouveau calendrier promis par le gouvernement.

Très récemment, un nouvel accord ultra minoritaire vient d'être signé concernant les intermittents du spectacle. A cela, nous pouvons ajouter la radicalisation de la justice et de la police face aux acteurs des mouvements sociaux, incarcération de José Bové, pour le gracier le 14 juillet, à qui profitera le crime ? Evacuation *manu militari* des gens du spectacle qui occupent des théâtres ou les locaux de l'UMP...

Nous constatons que les rapports sociaux se judiciarisent. Le tandem Sarkozy-Raffarin aime siffler la fin de la récréation : les salariés doivent retourner au boulot, les chômeurs à l'ANPE ; quant aux Préfets, ils sont mutés pour n'avoir pas assuré les meetings gouvernementaux. La seule ligne à suivre pour le citoyen doit demeurer le bleu horizon des uniformes ; notons au passage l'augmentation constante des actes de violence de la police.

Alors oui, nous devons nous préparer à une rentrée sociale mouvementée. C'est pourquoi j'appelle tous les camarades, qui le souhaitent, à s'investir dans la commission Entreprises - Insertion - Emploi - Formation professionnelle.

Il nous appartient désormais de travailler sur les dossiers suivants :

- Préparation du projet de réforme de la loi Fillon sur les retraites et de l'assurance maladie (les deux sont étroitement liées), notamment sur la partie financement et égalité afin de renforcer de meilleures garanties sociales.

- Mise en œuvre de propositions sur la sécurité sociale du travailleur salarié. Il s'agit de créer un nouveau contrat de travail qui prend en charge l'individu quel que soit son statut, dans son emploi, au chômage, en formation ou dans une autre situation. Je rappelle que l'on retrouvait cette notion dans toutes les motions du congrès.

- Création d'un observatoire départemental des conflits sociaux.

Nous ne pouvons pas critiquer ce qui vient d'en haut, si nous-mêmes ne sommes pas parvenus à l'élaboration de notre projet. C'est en quelque sorte ce que nous propose le parti, et notamment la Fédération d'Ille-et-Vilaine.

Ensuite nous pourrions mettre en commun nos réflexions au niveau régional. Il va de soi que les membres de la commission existante d'avant congrès en font toujours parti. J'invite donc tous les sympathisants et militants à prendre contact avec la Fédération pour rejoindre notre groupe.

**Patrick LEBORGNE**  
Secrétaire Fédéral

COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 1<sup>er</sup> juillet 2003

## Intermittents du spectacle

«La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste apporte son soutien aux professionnels du spectacle pour le respect de leurs métiers et de leurs droits de salariés.

Elle exige du gouvernement qu'il refuse d'agréer le protocole d'accord, signé dans la nuit du 26 au 27 juin dernier entre le MEDEF et trois centrales syndicales minoritaires, sur l'assurance chômage des salariés intermittents du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel.»

## Pour un nouvel internationalisme

De Seattle à Florence en passant par Porto Alegre et Evian, chaque jour la résistance à la mondialisation libérale grandit et se renforce. L'espoir, de nouveau, est à l'ordre du jour.

Si les années 80 ont été marquées par un certain repli idéologique des forces de gauche face à l'offensive néo-conservatrice dont Reagan et Thatcher ont été les fers de lance, la décennie 90 aura donc été le berceau de mouvement de renaissance.

Ces dernières semaines, c'est contre la réunion du G8 que le mouvement social s'est élevé. Nous dénonçons la politique d'affichage de cette réunion des gouvernements des pays les plus riches de la planète. Le G8 impulse des politiques néo-libérales qui accélèrent la concentration des richesses, s'attaquent au droit du travail, précarisent l'emploi et les conditions de vie de la grande majorité de la population et favorisent les exclusions culturelles et la destruction de l'environnement. Le G8 prétend vouloir lutter contre la pauvreté dans le monde, mais le programme de réduction de la dette des pays pauvres s'est avéré notamment insuffisant et soumis à des conditions inacceptables. Les contributions financières pour la lutte contre le sida, le paludisme et autres pandémies sont à des années lumières des besoins et des promesses. Si nous croyons en la coopération entre les gouvernements et entre les peuples, nous ne reconnaissons pas la légitimité du G8 à jouer de fait le rôle de gouvernement du monde, ce pourquoi les peuples de la planète ne l'ont pas mandaté.

Nous réclamons une véritable réforme des organisations internationales pour que les droits sociaux, la protection de la santé et de l'environnement soient véritablement garantis. La liberté du commerce doit être subordonnée à leur respect.

Aujourd'hui l'altermondialisation est à un tournant, elle doit dépasser la simple contestation de l'existant pour réussir à inventer cet «autre monde». En tant que jeunes socialistes, si nous nous voulons être dignes de l'héritage internationaliste et humaniste porté jadis par Jaurès, nous ne pouvons rester à l'écart de ce mouvement et devons prendre notre part de cette réflexion.

C'est pour tenter (avec nos modestes moyens) de réaffirmer avec force que la place du MJS ne peut être que du côté de la lutte contre la domination de la finance internationale et contre toutes les inégalités que nous avons mis en place une «commission mondialisation». Ainsi, nous avons déjà réalisé un journal sur ce thème, invité des représentants d'Attac lors d'une AG et participé au collectif rennais anti-G8. En novembre se déroulera le second forum social européen à Saint-Denis. Mobilisons-nous !

**La commission mondialisation du MJS 35**  
Charles Duportail, Laurène Pasquier,  
Laurent Merleau, Guillaume Coquart